

## ÉDITORIAL...

Les enseignements que l'on peut tirer de la grève de la R.T.F. débordent largement le cadre professionnel. Elle fut certes une grève de solidarité contre des sanctions abusives prises par un gouvernement décidé à remettre en cause le droit de grève. Elle a fait la démonstration de l'arbitraire d'un régime qui, par le biais du «*service minimum*» entend conserver dans la servilité un service essentiel à sa propagande. Pourtant, par les commentaires qu'elle a soulevés, cette grève de la R.T.F. pose le problème de l'information. Et pas seulement le problème de la liberté de l'information, qui reste une liberté abstraite lorsque les possibilités financières rendent impossible son exercice, mais le problème technique de l'information moderne. Et, en effet, si elle ne la justifie pas, la technique moderne de l'information explique l'attitude du gouvernement, comme elle explique d'ailleurs les conditions désastreuses où se débat le *Mouvement Ouvrier* pour informer de son attitude ou pour rectifier les informations tendancieuses que répandent les pouvoirs publics par le truchement de la R.T.F.

Nous devons constater que les moyens d'expression et d'information que possédait le monde ouvrier se sont considérablement amenuisés, pas seulement par le rétrécissement des libertés arrachées de haute lutte, mais surtout par révolution des techniques de l'information, dont le prix de revient est hors de portée de ses possibilités financières, même s'il avait la liberté de se les procurer. Or, il faut bien le constater, ces moyens d'information ont la faveur des foules qui se détournent du travail artisanal auquel le militant est réduit en éditant des tracts, des affiches, en organisant des réunions publiques. Et s'il est vrai que le gouvernement se fait un monopole des puissants moyens d'information moderne, il n'est pas moins vrai que le public qui a encore les possibilités du choix, choisit dans sa grande majorité et sans contrainte les moyens d'information moderne.

C'est la presse quotidienne, et en particulier la presse régionale, qui est le principal moyen d'information que possèdent le régime économique et le système capitaliste. Le gouvernement, lui, a le monopole presque exclusif de la radio et de la télévision. L'homme aujourd'hui s'informe par la télévision et par la radio. Il lit un quotidien qui reflète le système économique existant. Voilà la réalité. Le public a déserté la petite presse de tendance, qui est moins morte de ses difficultés économiques, d'ailleurs réelles, que de l'indifférence des foules. Le public a déserté les réunions d'information et, collé à sa radio et à sa télévision, il prend contact avec le monde des idées à travers un tri effectué par le gouvernement et les tenants du système économique en vigueur. Et le monopole que s'arroge le gouvernement sur ces puissants moyens de diffusion de la pensée est renforcé par un autre monopole, le monopole économique, le moyen financier de posséder de si coûteux instruments de diffusion des idées, et c'est si vrai qu'aux États-Unis, par exemple, le gouvernement a renoncé au monopole de fait, celui imposé par l'économie lui suffisant amplement pour écarter le mouvement ouvrier révolutionnaire de l'antenne. La seule exception à cette règle de la censure par l'économie ne concerne que les radios étrangères soutenant un mouvement politique dans le pays, mais de toute manière, il s'agit d'un travail sans grande efficacité, tout au moins pour l'instant.

Or, le *Mouvement Ouvrier* se trouve devant un dilemme. Seul un *Mouvement* de caractère révolutionnaire peut arracher les moyens d'information détenus par l'État et le patronat français. Mais, sans moyens d'information puissants, le *Mouvement Ouvrier* est incapable de mobiliser la population pour un mouvement révolutionnaire. Le cercle est fermé et alors les libertés artisanales, tracts, affiches, réunions, sans grande efficacité, n'apparaissent plus que comme un abcès de fixation ou un alibi «*démocratique*» au monopole du régime. Et d'ailleurs ce qui est vrai sous notre régime est aussi vrai sous d'autres, et le monopole que s'arrogeait M. Guy Mollet était de la même veine que celui que s'octroie M. de Gaulle.

Cette situation va obliger le *Mouvement Ouvrier* à reconverter sa propagande et, sans négliger le tract, l'affiche, la réunion destinés à une élite, il va falloir qu'il s'attelle à résoudre le problème de la grande information. Il est certain que parfois les moyens techniques modernes d'information servent la propagande du

*Mouvement Ouvrier*. C'est vrai lorsque celui-ci se livre à des actions spectaculaires que ni la presse ni la radio ni la télévision ne peuvent ignorer, sous peine de voir cette clientèle qu'elles ont monopolisée se détourner d'elles et retourner chercher sa pâture à travers l'information artisanale. Bien sûr, lorsque la grande information traite du *Mouvement Ouvrier* c'est pour le déformer, mais, quel que soit son commentaire, elle attire l'attention, suscite la curiosité, et c'est le cas de la dernière manifestation d'étudiants, des mouvements populaires de Saint-Nazaire. Ce sera le cas de tout mouvement spectaculaire qu'ils mettent en mouvement, par la hardiesse de leur réalisation, par leur opportunisme (mouvements paysans, par exemple).

Et si le *Mouvement Ouvrier* ne veut pas périr étouffé, il devra y songer sérieusement. Cette forme de propagande s'appelle action de masse, action directe. De tout temps, et pour d'autres raisons que celles énumérées ci-dessus, les anarchistes les ont préconisées, voire appliquées. Aujourd'hui seule, elle peut percer le petit écran. Et puis, après tout, cette grève de solidarité de la R.T.F. ce n'est peut-être qu'un premier pas et la solidarité réelle déborde une profession et ne s'arrête qu'aux limites d'une classe.

-----